

## **ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES (C.O.S)**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Avenue du Parc  
2 le Campus  
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

## **COMITE DES ŒUVRES SOCIALES**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **L'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

##### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- nos contrôles ont notamment porté sur la régularité de la comptabilisation en produits des subventions ainsi que des contributions des agents ;
- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy, le 13/04/2023

Le commissaire aux comptes  
**EXPONENS**

Signé par  
  
Signature numérique de : Stéphane CUZIN  
Date : 13-04-2023 11:15  
Lieu : PARIS  
34303937303763642d3...

Stéphane CUZIN  
Associé

BILAN ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
	Montant brut	Amortissements & dépréciations	Montant net	Montant net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Titres-immeubles temps partagé	44 531,19 €	44 531,19 €	- €	- €
Parts Crédit Mutuel	15,00 €	- €	15,00 €	15,00 €
Aides remboursables	12 821,90 €	- €	12 821,90 €	9 878,55 €
Prêts	146 700,52 €	- €	146 700,52 €	119 345,65 €
Dépôts&cautionnements versés	53 308,03 €	- €	53 308,03 €	53 833,72 €
Total immobilisations financières	257 376,64 €	44 531,19 €	212 845,45 €	183 072,92 €
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>257 376,64 €</b>	<b>44 531,19 €</b>	<b>212 845,45 €</b>	<b>183 072,92 €</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Fournisseurs - avances	136 597,05 €	- €	136 597,05 €	1 913,60 €
Bénéficiaires du COS	95 965,91 €	- €	95 965,91 €	47 420,13 €
Créance/ Conseil Départemental 95	148 302,42 €		148 302,42 €	147 402,46 €
Créance/CAF	64 493,24 €	- €	64 493,24 €	77 048,45 €
Créance/SMBO	1 004,61 €	- €	1 004,61 €	1 634,64 €
Créance/GIP	- €	- €	- €	- €
Débiteurs divers	- €	- €	- €	327,68 €
Titres de placements	650 885,36 €	- €	650 885,36 €	50 550,00 €
Livrets Association	176 287,40 €	- €	176 287,40 €	1 017 984,66 €
Banques et caisse	81 094,21 €	- €	81 094,21 €	35 706,23 €
Charges constatées d'avance	261 006,90 €	- €	261 006,90 €	190 153,41 €
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 615 637,10 €</b>	<b>- €</b>	<b>1 615 637,10 €</b>	<b>1 570 141,26 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 873 013,74 €</b>	<b>44 531,19 €</b>	<b>1 828 482,55 €</b>	<b>1 753 214,18 €</b>

BILAN PASSIF	Exercice au 31/12/2022	Exercice au 31/12/2021
<b>FONDS PROPRES</b>		
Réserves au 01/01/1990	900 540,21 €	900 540,21 €
Apport sans droit de reprise	43 198,62 €	43 198,62 €
Report à nouveau	138 922,36 €	138 922,36 €
Excédent ou déficit de l'exercice	- €	- €
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>1 082 661,19 €</b>	<b>1 082 661,19 €</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>FONDS DEDIES</b>	<b>69 133,80 €</b>	<b>203 997,06 €</b>
<b>DETTES</b>		
Dépôts reçus pour FDR crèche	52 000,00 €	52 000,00 €
Fournisseurs & comptes rattachés	19 080,20 €	14 620,00 €
Bénéficiaires du COS	17 471,06 €	15 445,25 €
Etat, IS	446,00 €	528,00 €
SDIS	14 883,00 €	14 958,48 €
Conseil Départemental 95	- €	- €
Autres créanciers	- €	- €
Produits constatés d'avance	572 807,30 €	369 004,20 €
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>676 687,56 €</b>	<b>466 555,93 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 828 482,55 €</b>	<b>1 753 214,18 €</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2022	Exercice 2021
<b>PRODUITS</b>		
Subventions	1 805 503,72 €	2 011 831,48 €
Participations des agents	779 717,30 €	384 211,42 €
Produits divers	5 357,00 €	734,00 €
Reprise de provisions&Transferts de charges	157 199,00 €	223 533,00 €
Utilisation de fonds dédiés	203 997,06 €	- €
Total des produits	2 951 774,08 €	2 620 309,90 €
<b>CHARGES</b>		
Achat petit matériel	- €	- €
Services extérieurs	8 534,61 €	9 830,74 €
et Autres Services extérieurs	56 180,24 €	64 511,43 €
Impôts et taxes	- €	- €
Charges de personnel	371 630,85 €	373 260,67 €
Autres charges de gestion	2 457 611,91 €	1 813 501,95 €
Dotations aux amortissements	- €	- €
Dotations aux provisions pour dépréciations	- €	157 199,00 €
Report en fonds dédiés	69 133,80 €	203 997,06 €
Total des charges	2 963 091,41 €	2 622 300,85 €
<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>-11 317,33 €</b>	<b>-1 990,95 €</b>
Produits financiers	3 461,36 €	2 947,69 €
Charges financières	-60,94 €	-1,15 €
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>3 400,42 €</b>	<b>2 946,54 €</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>-7 916,91 €</b>	<b>955,59 €</b>
Produits exceptionnels		
sur opérations de gestion	962,00 €	340,00 €
sur opération en capital	7 500,91 €	- €
Reprise de provisions s/immob financières	46 069,39 €	- €
Charges exceptionnelles		
sur opérations de gestion	-100,00 €	-767,59 €
sur opération en capital	-46 069,39 €	0,00 €
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>8 362,91 €</b>	<b>- 427,59 €</b>
Impôt sur les sociétés	-446,00 €	-528,00 €
<b>EXCEDENT</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>DEFICIT</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
	Exercice 2022	Exercice 2021
Contributions volontaires en nature		
<i>Prestations en nature</i>	49 998,41 €	44 707,61 €
Total des contributions	49 998,41 €	44 707,61 €
Charges des contributions volontaires en nature		
<i>Mise à disposition gratuite de biens</i>		
Mobilier & fournitures de bureau	1 634,51 €	610,07 €
Bureaux bâtiment E	30 650,05 €	28 668,12 €
<i>Mise à disposition gratuite de services</i>		
Frais de fonctionnement des bureaux	3 468,82 €	3 157,92 €
Travaux d'imprimerie	4 639,08 €	3 488,62 €
Affranchissements	7 905,95 €	7 082,88 €
Frais téléphoniques&accès internet (estimation)	1 700,00 €	1 700,00 €
Total des charges des contributions	49 998,41 €	44 707,61 €

## ANNEXE - exercice clos le 31/12/2022

### Application des conventions comptables

Les comptes de l'exercice 2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
  - indépendance des exercices.
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception des changements de présentation indiqués ci-après.
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### Description de l'objet social de l'association

Le Comité des œuvres sociales du personnel du département du Val d'Oise est une association qui s'est donnée pour mission de proposer des prestations dans le domaine des actions sociales et des loisirs.

### Convention portant sur la mise à disposition de locaux, matériel et fournitures de prestations

Le Conseil Départemental du Val d'Oise met gratuitement à la disposition du C.O.S. pour ses activités administratives :

- des locaux à usage de bureaux, soit 138,50 m<sup>2</sup>
- l'entretien, l'assurance des bâtiments et la fourniture d'électricité et de chauffage
- la fourniture de prestations de services
- l'équipement en mobilier, matériel et fournitures de bureau.

### Rémunération des dirigeants

Les dirigeants de l'Association ne sont pas rémunérés pour leurs fonctions d'administration.

### Informations des conséquences du COVID-19 sur les comptes 2022

Instituée en France en mars 2020, la loi de vigilance sanitaire a reporté au 31 juillet 2022 le cadre législatif de l'état d'urgence sanitaire, la pandémie de Covid-19 n'étant pas achevée.

L'association a poursuivi normalement son activité sur l'exercice 2022.

Les provisions pour dépréciation de l'actif circulant constituées au 31/12/2021 à hauteur de 157.199,00€ ont été intégralement reprises au compte de résultat de l'exercice 2022 suite à la réalisation des prestations payées d'avance sur l'exercice 2020.



## BILAN ACTIF

## Information sur l'actif immobilisé.

Tableau de l'actif immobilisé	Au 01/01/2022	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2022
Titres-immeubles temps partagé	90 600,58 €	- €	46 069,39 €	44 531,19 €
Participation Crédit Mutuel	15,00 €	- €	- €	15,00 €
Titres & Participations	90 615,58 €	- €	46 069,39 €	44 546,19 €
Aides remboursables	9 878,55 €	10 235,00 €	7 291,65 €	12 821,90 €
Aides remboursables	9 878,55 €	10 235,00 €	7 291,65 €	12 821,90 €
Prêts santé handicap	1 087,46 €	- €	941,56 €	145,90 €
Prêt santé	3 150,00 €	6 600,00 €	4 350,00 €	5 400,00 €
Prêts Immobiliers	7 180,43 €	- €	2 319,77 €	4 860,66 €
Prêts amélioration habitat	9 661,43 €	- €	5 663,51 €	3 997,92 €
Prêts amélioration de l'habitat	78 657,26 €	61 927,83 €	30 157,70 €	110 427,39 €
Prêts logements	290,36 €	- €	290,36 €	- €
Prêts entrée au logement	3 624,96 €	- €	1 541,72 €	2 083,24 €
Prêts réparation véhicule	- €	- €	- €	- €
Prêts véhicule achat et/ou réparation	14 543,75 €	10 800,00 €	7 350,00 €	17 993,75 €
Prêts permis de conduire	1 150,00 €	1 490,00 €	848,34 €	1 791,66 €
Prêts	119 345,65 €	80 817,83 €	53 462,96 €	146 700,52 €
Dépôts & cautions versés	53 833,72 €	874,40 €	1 400,09 €	53 308,03 €
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>273 673,50 €</b>	<b>91 927,23 €</b>	<b>108 224,09 €</b>	<b>257 376,64 €</b>

Tableau des dépréciations des actifs	Au 01/01/2022	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2022
Titres-immeubles temps partagé <i>Dépréciation représentant 100% de la valeur des titres</i>	90 600,58 €	- €	46 069,39 €	44 531,19 €
Avances fournisseurs	2 400,00 €	- €	2 400,00 €	- €
Charges constatées d'avance <i>Risque de défaillances de fournisseurs</i> <i>Dépréciation représentant 100% des avances versées</i> <i>voir détail en ( 1 )</i>	154 799,00 €	- €	154 799,00 €	- €
<b>Total des dépréciations</b>	<b>247 799,58 €</b>	<b>- €</b>	<b>203 268,39 €</b>	<b>44 531,19 €</b>

( 1 ) détail par nature de prestation	Au 01/01/2022	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2022
Voyages	154 799,00 €	0,00 €	154 799,00 €	0,00 €

Au cours de l'exercice 2022, l'ensemble des prestations facturées en 2020 et reportées en 2022 en raison de la pandémie de COVID-19 ont été intégralement réalisées

Les avances financières versées en 2020 aux fournisseurs ont été imputées lors des règlements définitifs des prestations en conséquence les provisions pour dépréciation constituées à hauteur de 154 799,00€ ont été reprises en produits au compte de résultat.

**BILAN PASSIF**Information sur les Fonds dédiés

L'article 132-1 du règlement ANC 2018-06 définit les fonds dédiés comme la partie des ressources dédiées par des financeurs à des projets définis qui à la clôture de l'exercice n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Au 31/12/2021 des fonds dédiés ont été constitués avec un fléchage en faveur des actions loisirs 2022, ils ont été repris au compte de résultat de l'exercice 2022.

Au 31/12/2022 des fonds dédiés sont constitués avec un fléchage "chèques culture" exercice 2023 pour un montant de 69 133,80€.

Suivi des fonds dédiés	Au 01/01/2022	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2022
Excédent 2021 affecté au budget 2022 "Loisirs"	203 997,06 €	- €	203 997,06 €	- €
Excédent 2022 affecté au budget 2023 "chèques culture"	- €	69 133,80 €		69 133,80 €
<b>Total des fonds dédiés</b>	<b>203 997,06 €</b>	<b>69 133,80 €</b>	<b>203 997,06 €</b>	<b>69 133,80 €</b>

**COMPTE DE RESULTAT**Information sur les opérations portant sur les titres immeubles en temps partagé.

Titres-immeubles en temps partagé- cessions sur l'exercice	Valeur d'acquisition des titres sortis	Prix de cession net après déduction des FDR non restitués	Moins values	Reprise de provisions pour dépréciations
TIGNES	2 611,91	966,03	1 645,88	2 611,91
TIGNES	3 781,40	2 475,02	1 306,38	3 781,40
BELLE PLAGNE	24 620,52	1 744,98	22 875,54	24 620,52
SERRE CHEVALIER	7 527,78	1 157,44	6 370,34	7 527,78
SERRE CHEVALIER	7 527,78	1 157,44	6 370,34	7 527,78
	<b>46 069,39</b>	<b>7 500,91</b>	<b>38 568,48</b>	<b>46 069,39</b>

Les commissions de transactions se sont élevées à 5 407,20€

**Compte de résultat analytique****" Gestion de la Crèche interentreprises de Cergy Saint-Christophe"**

COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE		2022	2021
<b>PRODUITS</b>			
Subvention du Conseil Départemental		116 749,00 €	113 779,80 €
subvention ajustée	Exercice N	0,20 €	0,00 €
Régularisation quote-part subvention CAF	Exercice N-1	251,43 €	0,00 €
Reversement quote-part subvention CAF	Exercice N	-49 610,18 €	-49 861,61 €
Total Conseil Départemental		67 390,45 €	63 918,19 €
Subvention du SDIS		35 024,70 €	34 133,94 €
subvention ajustée	Exercice N	0,06 €	0,00 €
Régularisation quote-part subvention CAF	Exercice N-1	75,42 €	0,00 €
Reversement quote-part subvention CAF	Exercice N	-14 883,06 €	-14 958,48 €
Total SDIS		20 217,12 €	19 175,46 €
Subvention CAF -13 berceaux		-326,85 €	- €
Subvention CAF -13 berceaux		64 493,24 €	64 820,09 €
Subvention CAF -axe de coordination		-61,66 €	- €
Subvention CAF -axe de coordination		- €	12 228,36 €
Total CAF		64 104,73 €	77 048,45 €
Différences de règlement		- €	0,78 €
Total des produits d'exploitation		151 712,30 €	160 142,88 €
<b>CHARGES</b>			
Facturation EVANCIA			
10 berceaux CD 95		116 749,20 €	113 780,40 €
3 berceaux SDIS		35 024,76 €	34 134,12 €
			- €
Total des charges d'exploitation		151 773,96 €	147 914,52 €
<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>-61,66 €</b>	<b>12 228,36 €</b>